

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C - 99/31480]

**28 OCTOBRE 1999. — Règlement d'ordre intérieur relatif au fonctionnement  
du Collège de la Commission communautaire française**

1. Au sens du présent règlement, il faut entendre par :
  - « Collège » : le Collège de la Commission communautaire française;
  - « pré-Collège » : la réunion des Directeurs de Cabinet, préparatoire au Collège de la Commission communautaire française;
  - « Chancellerie » : Chancellerie de la présidence du Collège de la Commission communautaire française.
2. Sauf circonstance exceptionnelle, le Collège se réunit une fois par semaine, le jeudi matin à 8 heures au Cabinet du Président du Collège.
 

Le pré-Collège tient sa séance une fois par semaine, le mardi matin à 9 heures précises, au Cabinet du Président du Collège.
3. Les dossiers originaux des points à inscrire à l'ordre du jour doivent être transmis au Secrétaire du Collège. Ils seront inscrits à l'ordre du jour, sur instruction du Membre du Collège compétent ou de son Directeur de Cabinet donnée expressément à la Chancellerie, pour le jeudi 18 heures, au plus tard. La Chancellerie communique par télécopie au Membre fonctionnellement compétent le numéro d'indication du dossier.
 

Les copies des dossiers, munies du numéro d'indication, destinées aux Membres du Collège doivent parvenir à la Chancellerie :

  - au plus tard le vendredi précédant la séance, pour 14 heures;
  - en 19 exemplaires.
4. La note se présente comme suit :
  - Note aux Membres du Collège de la Commission communautaire française.
  - Objet : ..... (dont numéro de l'arrêté).
  - Sous le texte, figurent le nom et la signature du Membre compétent ainsi que son titre.
  - La note rend compte de l'accomplissement des formalités du contrôle administratif et budgétaire.

Remarque : en haut, à droite, la note reprend l'indication fournie par la Chancellerie.
5. Chaque note entraînant une décision du Collège doit clairement contenir une proposition de délibération.
6. Quand la proposition de délibération porte sur un arrêté, le texte de celui-ci doit être joint, conformément au modèle à fixer.
7. A la note sont annexés tous autres documents complémentaires et explicatifs jugés utiles.
8. Les dossiers nécessitant l'accord du Membre du Collège compétent en matière de budget sont transmis par l'Administration au Membre du Collège fonctionnellement compétent. Il appartient à celui-ci de solliciter directement l'accord de son Collège et de le joindre au dossier soumis au Collège.
9. Lors de la transmission à la Chancellerie, toutes les pièces d'une même note doivent être rassemblées et classées de manière à former un dossier complet dont les exemplaires peuvent être distribués sans devoir faire l'objet d'un regroupement préalable.
10. Arrêté par le Secrétaire du Collège, l'ordre du jour est envoyé aux Membres du Collège, le vendredi précédant la séance, pour 15 heures. Y sont annexés les documents à examiner en trois exemplaires.
11. Une copie de l'ordre du jour et du procès-verbal du Collège est communiquée à l'Administration de la Commission communautaire française.
12. L'ordre du jour et les documents sont confidentiels. Les mesures nécessaires pour leur conserver ce caractère doivent, dès lors, être prises par chaque Membre.
13. Sont seuls retenus pour la fixation de l'ordre du jour les dossiers originaux complets qui sont parvenus à la Chancellerie, le jeudi précédant la séance, à 18 heures au plus tard.
14. Une dérogation à la règle du délai ne peut être obtenue que moyennant demande expresse par courrier ou par télécopie, au Secrétaire du Collège. La demande doit exposer clairement les motifs concrets du retard et les inconvénients graves qu'il y aurait à attendre la semaine suivante pour présenter le dossier.
15. L'inscription dûment motivée d'un point non prévu à l'ordre du jour requiert l'accord préalable du Président du Collège ou par délégation, expresse ou tacite, du Secrétaire du Collège.
16. Les points ajournés sont automatiquement réinscrits à l'ordre du jour du Collège suivant, dans certains cas, à une autre date fixée par le Collège, soit sine die. Dans ce dernier cas, leur réinscription doit être expressément demandée par le Membre du Collège fonctionnellement compétent.
17. Le procès-verbal de la réunion du pré-Collège et celui de la réunion du Collège sont rédigés par les soins du Secrétaire du Collège et communiqués sans délai, en un exemplaire, aux Membres du Collège.
 

Le procès-verbal de la réunion du Collège est approuvé lors de la réunion suivante du Collège.

Les procès-verbaux sont strictement confidentiels.
18. Chaque décision du Collège fait l'objet d'une notification officielle, attestée par le Secrétaire du Collège.
 

Un exemplaire de chaque notification est adressé, sans délai, aux Membres du Collège, à l'Administration de la Commission communautaire française et à l'Inspecteur des Finances auprès de cette dernière.

Sauf notification immédiate, aucun début d'exécution d'une décision ne peut donc intervenir avant sa notification officielle, qui la rend exécutoire et, le cas échéant, avant son approbation par l'autorité de tutelle.

19. Les minutes des dossiers originaux ainsi que les arrêtés rendus exécutoires sont déposés à la Chancellerie.

Chaque Membre du Collège est chargé d'exécuter, sans délai, les décisions dans les matières pour lesquelles il est compétent.

Il transmet, sans délai, à la Chancellerie les arrêtés afin qu'ils soient promulgués, en signalant s'ils doivent faire ou non l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

20. Dans le souci de faciliter et d'accélérer la publication au *Moniteur belge* des arrêtés par la Chancellerie, il est demandé aux services qui dactylographient les arrêtés d'en transmettre la disquette à la Chancellerie dans les plus brefs délais et en ayant soin de reprendre sur la disquette la version finale de l'arrêté.

21. la Chancellerie transmet une copie des arrêtés signés à l'Administration de la Commission communautaire française et le cas échéant elle les transmet également aux services de la tutelle de la Communauté française.

22. Le présent règlement entre en vigueur le 28 octobre 1999. Il abroge toute disposition antérieure à cette date.

Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales,

E. TOMAS

Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Fonction publique,

J. SIMONET

Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Santé, de la Culture, du Tourisme, du Sport et de la Jeunesse,

D. GOSUIN

Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et de la Politique des Handicapés,

E. ANDRE

Ministre, Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, de l'Action Sociale et de la Famille.

A. HUTCHINSON

---

VERTALING

**FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C - 99/31480]

**28 OKTOBER 1999. — Huishoudelijk reglement betreffende de werking van het College van de Franse Gemeenschapscommissie**

1. In de zin van onderhavig reglement dient te worden verstaan door :

- « College » : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- « pre-College » : de vergadering van de Kabinetsdirecteurs die voorafgaat aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- « Kanselarij » : Kanselarij van het voorzitterschap van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

2. Behoudens buitengewone omstandigheden, vergadert het College éénmaal per week op donderdagvoormiddag om 8 uur in het Kabinet van de Voorzitter van het College.

Het pre-College houdt éénmaal per week zitting op dinsdagvoormiddag om 9 uur stipt in het Kabinet van de Voorzitter van het College.

3. De originele dossiers van de in te schrijven agendapunten dienen te worden overgemaakt aan Secretariaat van het College. Zij worden uiterlijk tegen donderdag om 18 uur meegedeeld aan de Kanselarij, op uitdrukkelijk verzoek van het bevoegde Lid van het College of zijn Directeur van het Kabinet. De Kanselarij deelt per faxbericht het indicatienummer van het dossier mede aan het functioneel bevoegde Lid.

De kopies van het voor de leden van het College bestemde dossier dienen met vermelding van het indicatienummer te worden toegestuurd aan de Kanselarij :

- uiterlijk op de vrijdag die de zitting voorafgaat, tegen 14 uur;
- in 19 exemplaren.

4. De nota moet volgende gegevens bevatten :

- Nota aan de Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- Betreft : ..... (waaronder het nummer van het besluit);
- Onderaan de tekst : de naam en de handtekening van het bevoegde Lid evenals zijn titel ;
- De nota brengt verslag uit van de afhandeling van de formaliteiten inzake administratieve en budgettaire controle.

Opmerking : de nota bevat bovenaan rechts de door de Kanselarij meegedeelde indicatie.

5. Elke nota die tot een beslissing leidt van het College dient op duidelijke wijze een voorstel te bevatten van de beraadslaging.

6. Betreft het voorstel van beraadslaging een besluit, dan dient de tekst hiervan eraan toegevoegd te worden overeenkomstig het nog nader te bepalen model.

7. Bij de nota dienen alle bijkomende nuttige geachte verklarende documenten te worden gevoegd.

8. De dossiers die het akkoord vereisen van het Lid van het College, bevoegd inzake begroting, worden door het Bestuur overgemaakt aan het functioneel bevoegde Lid van het College. Het staat dit Lid vrij, rechtstreeks het akkoord te vragen van zijn College en dit toe te voegen aan het aan het College voorgelegde dossier.

9. Bij verzending aan de Kanselarij dienen alle stukken van eenzelfde nota verzameld te worden en dusdanig geklasseerd, dat zij een compleet dossier vormen waarvan de exemplaren verspreid kunnen worden zonder het voorwerp te moeten uitmaken van een voorafgaande groepering.

10. Na te zijn opgesteld door de Secretaris van het College wordt de agenda opgestuurd aan de Leden van het College op de vrijdag die de zitting voorafgaat, tegen 15 uur. De te besturen documenten worden eraan toegevoegd in drie exemplaren.

11. Een kopie van de agenda en de notulen van het College wordt overgemaakt aan het Bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie.

12. De agenda en de documenten zijn vertrouwelijk. Elk Lid dient derhalve de nodige maatregelen te nemen om dat vertrouwelijke karakter te bewaren.

13. Komen enkel in aanmerking om vermeld te worden op de agenda, de originele en volledige dossiers die bij de Kanselarij zijn aangekomen de donderdag vóór de zitting, uiterlijk vóór 18 uur.

14. Een afwijking op de regel van de termijn kan slechts worden verkregen middels uitdrukkelijk verzoek daartoe per brief of faxbericht, te richten aan het Secretariaat van het College.

15. De met redenen omklede inschrijving van een punt dat niet op de agenda werd voorzien, vereist het voorafgaand akkoord van de Voorzitter van het College of het uitdrukkelijk of stilzwijgend akkoord van de Secretaris van het College.

16. De verdaagde punten worden automatisch heringeschreven op de agenda van het volgend College, in sommige gevallen, op een andere datum zoals bepaald door het College, hetzij sine die. In dit laatste geval dient hun herinschrijving uitdrukkelijk te worden aangevraagd door het functioneel bevoegde Lid van het College.

17. De notulen van de vergadering van het pre-College en deze van de vergadering van het College worden opgesteld door de Secretaris van het College en onverwijld meegedeeld, in één exemplaar, aan de Leden van het College.

De notulen van de vergadering van het College worden goedgekeurd tijdens de volgende vergadering van het College.

De notulen zijn strikt vertrouwelijk.

18. Elke beslissing van het College maakt het voorwerp uit van een officiële aankondiging die bevestigd wordt door de Secretaris van het College.

Een exemplaar van elke aankondiging dient onverwijld te worden gericht tot de Leden van het College, het Bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie en de Inspecteur van Financiën bij laatstgenoemde.

Behoudens onmiddellijke aankondiging kan derhalve geen begin van uitvoering van een beslissing plaatsvinden vóór de officiële aankondiging ervan die haar uitvoerbaar verklaart en, in voorkomend geval, vóór de goedkeuring ervan door de toezienende overheid.

19. De minuten van de originele dossiers evenals de uitvoerbaar verklaarde besluiten worden ingediend bij de Kanselarij.

Ieder Lid van het College is ermee belast onverwijld uitvoering te geven aan de beslissingen in de materies waarvoor het bevoegd is.

Zij overleggen de Kanselarij onverwijld de besluiten opdat deze zouden worden bekendgemaakt, met de vermelding of zij al dan niet het voorwerp moeten uitmaken van een publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

20. Vanuit de bekommernis de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* door de Kanselarij te vergemakkelijken en te bespoedigen, worden de diensten belast met het uittikken van de besluiten verzocht, de diskette ervan zo spoedig mogelijk te overleggen aan de Kanselarij en erop toe te zien dat de eindversie van het besluit op de diskette is opgenomen.

21. De Kanselarij overlegt een kopie van de ondertekende besluiten aan het Bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie en, in voorkomend geval, overlegt ze die tevens aan de toezichthoudende diensten van de Franse gemeenschap.

22. Onderhavig reglement treedt in werking op 28 oktober 1999. Het heft iedere bepaling voorafgaand aan deze datum op.

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Onderwijs, Professionele om- en bijscholing, Schoolvervoer, Samenleving van de lokale Gemeenschappen, Relaties met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, evenals de Internationale betrekkingen,

E. TOMAS

Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met het Openbaar Ambt,  
J. SIMONET

Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Gezondheid,  
Cultuur, Toerisme, Sport en Jongeren,  
D. GOSUIN

Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de Beroepsopleiding en de Permanente opleiding van de Middenstand en met het Beleid inzake de Personen met een Handicap,  
E. ANDRE

Minister, Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de Begroting,  
de Sociale Actie en het Gezin,  
A. HUTCHINSON